

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 5 mai 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "portant modification de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie", demande complétée le 12 mai 1997, a donné le 14 mai 1997 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 5 mei 1997 door de Minister van Binnelandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht", aanvraag aangevuld op 12 mei 1997, heeft op 14 mei 1997 het volgende advies gegeven :

Conformément à article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

En vertu de l'article 24/26, § 3, de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, le Ministre de l'Intérieur peut, en raison de faits précis, - d'initiative ou à la requête du Ministre de la Justice, lorsque ces faits sont directement liés à l'exécution d'une mission de police judiciaire ou d'une autre mission pour laquelle la gendarmerie est placée sous l'autorité du Ministre de la Justice -, enjoindre au commandant de la gendarmerie d'entamer une procédure disciplinaire à charge d'un membre du personnel; la suite de la procédure est confiée au commandant d'unité auquel il revient de décider s'il y a lieu d'exercer les poursuites ou non, sur le vu de l'enquête préalable qu'il aura menée; s'il décide d'engager des poursuites, la procédure disciplinaire se déroule comme il est prévu aux articles 24/27 et 24/28 et aboutit, le cas échéant, au prononcé par le même commandant d'unité d'une des sanctions portées par l'article 24/13, § 1er, 1^o et 2^o; si le commandant d'unité estime que les faits sont susceptibles d'entraîner une sanction plus grave, il en saisit le chef de corps.

L'avant-projet de loi tend à renforcer ce droit d'injonction du Ministre de l'Intérieur, en l'assortissant d'un pouvoir d'appréciation quant aux suites à réserver à l'action disciplinaire et en lui permettant de prononcer une

.../...

des sanctions disciplinaires prévues à l'article 24/13, § 1er, 1^o à 7^o.

Il appelle les observations suivantes :

1. Suivant l'exposé des motifs, la modification envisagée s'inscrit dans le cadre "des suites adéquates (qu'il convient de réserver) au rapport de la commission d'enquête parlementaire sur la manière dont l'enquête dans ses volets policiers et judiciaires, a été menée dans l'affaire Dutroux-Nihoul et consorts ...".

L'avant-projet se situe donc dans un contexte particulier et est de nature à retentir sur des procédures disciplinaires en cours.

Il aura donc pour effet que sera modifiée la manière dont ces procédures devront se poursuivre, et ce, suivant le même exposé des motifs, dans le but de remédier au fait que "les sanctions légères à la gendarmerie sont infligées par les commandants d'unité, de sorte que les enquêtes disciplinaires à mener et les sanctions disciplinaires qui en découlent éventuellement, échappent au contrôle ministériel", en permettant au Ministre de l'Intérieur "d'infliger lui-même la sanction disciplinaire appropriée et d'en assumer, dès lors, pleinement la responsabilité politique".

Il appartient au législateur d'apprécier si, pour des raisons ponctuelles, à savoir le suivi de l'enquête parlementaire qui a été menée par la Chambre des représen-

.../...

tants, il s'impose de modifier, dans le cours même des procédures, les règles fondamentales qui leur sont applicables.

2. On s'interroge sur la compatibilité de l'avant-projet avec les principes d'égalité et de non-discrimination, consacrés par les articles 10 et 11 de la Constitution.

On se demande, notamment, s'il est permis au législateur d'établir, pour un des corps de police - la gendarmerie -, une procédure disciplinaire particulière qui comporte des règles différentes de celles applicables aux autres.

Lors de l'élaboration de la loi du 24 juillet 1992 modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel du cadre actif de la gendarmerie, le législateur a, en effet, insisté sur le rapprochement qu'il s'imposait de réaliser entre les statuts disciplinaires de la gendarmerie et ceux des autres services de police (1).

Eu égard aux missions de police judiciaire incombant aux corps de police en vertu de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, et notamment à la gendarmerie (article 15 de cette loi), on est, dès lors, amené à comparer le régime disciplinaire des officiers et agents

(1) Doc. parl. Sénat, sess. 1990-1991, n° 1425/1; Doc. parl. Sénat, sess. 1991-1992, n° 333/1 à 5.

judiciaires près les parquets avec celui des membres du personnel de la gendarmerie.

Ces deux services de police générale sont soumis à l'autorité du Ministre de la Justice, lorsqu'ils agissent dans le cadre de la police judiciaire. L'article 2, § 2, alinéa 2, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, prévoit, en effet, que celle-ci est

"placée sous l'autorité du Ministre de la Justice, qui peut lui donner les directives générales nécessaires pour tout ce qui concerne :

- 1° l'exercice des missions de police judiciaire, sans préjudice des compétences propres des Cours d'appel, des procureurs généraux près des cours d'appel et de l'auditeur général près de la cour militaire ...;".

Quoique placés sous l'autorité du Ministre de la Justice, les gendarmes restent cependant sous "la tutelle" du Ministre de l'Intérieur, lorsqu'il s'agit du régime disciplinaire, alors même que les faits pour lesquels ils pourraient être poursuivis disciplinairement auraient été accomplis dans le cadre d'une mission de police judiciaire. C'est pourquoi, plusieurs dispositions du statut disciplinaire des gendarmes tiennent compte de cette spécificité, en permettant au Ministre de la Justice d'intervenir dans le processus disciplinaire, soit en demandant au commandant d'unité qu'une enquête préalable aux poursuites disciplinaires soit menée (article 24/26, § 2, alinéa 1er), soit en

.../...

demandant au Ministre de l'Intérieur que celui-ci ordonne la poursuite disciplinaire (article 24/26, § 3), soit encore en donnant son avis conforme ou son avis lorsqu'il est question d'infliger certaines sanctions disciplinaires aux gendarmes revêtus de la qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire pour des faits directement liés à l'exécution d'une mission de police judiciaire (article 24/24, § 2).

Cela étant, dans l'état actuel de la législation, le pouvoir d'injonction tant du Ministre de l'Intérieur que du Ministre de la Justice ne concerne que la mise en oeuvre du processus disciplinaire.

La décision de poursuivre disciplinairement est laissée à l'appréciation de la hiérarchie de la gendarmerie.

Le même principe s'applique aux officiers et agents de la police judiciaire; en effet, l'arrêté royal du 3 avril 1929 relatif à la police judiciaire près les parquets prévoit que la procédure disciplinaire est mise en action par le procureur général ou le procureur du Roi, d'initiative ou sur la base d'un rapport qui lui est adressé par l'officier-commissaire général aux délégations judiciaires ou par l'officier chargé de la direction opérationnelle et fonctionnelle de la brigade; le chapitre II de cette loi ne

.../...

confère pas au Ministre de la Justice un droit d'injonction en matière disciplinaire (1); ce ministre n'a donc pas le pouvoir d'apprécier la suite qu'il convient de donner aux poursuites.

La modification en projet tend, pour la gendarmerie, à modifier ces règles en vue d'assortir désormais le droit d'injonction du Ministre de l'Intérieur d'un pouvoir d'appréciation quant aux suites qu'il convient de réserver aux poursuites disciplinaires.

Il s'ensuivrait que le régime disciplinaire applicable, à cet égard, aux gendarmes différerait fondamentalement de celui existant pour les officiers et agents judiciaires près les parquets.

Or, gendarmes et membres de la police judiciaire près les parquets peuvent assumer conjointement des missions de police judiciaire dans les mêmes affaires, sous l'autorité d'un même ministre, se voir reprocher les mêmes manquements dans le déroulement de mêmes missions, mais être poursuivis disciplinairement dans d'autres conditions; il se pourrait même que les uns fussent poursuivis et les autres pas.

(1) Le Ministre de la Justice dispose de certains moyens pour provoquer des poursuites disciplinaires à charge de gendarmes, mais il en est dépourvu pour les agents et officiers judiciaires près les parquets.

Une telle différence de traitement est-elle susceptible d'une justification objective et raisonnable ? (1)

Depuis sa démilitarisation et depuis l'entrée en vigueur de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, la gendarmerie est un service de police générale qui accomplit, au même titre que la police judiciaire près les parquets, des missions de police judiciaire (2). Son statut est semblable à celui de la police judiciaire près les parquets. Son organisation se caractérise, notamment, comme pour la police judiciaire près les parquets, par des rapports de type hiérarchique.

Sur la base de ces critères, il paraît, dès lors, difficile de justifier objectivement et raisonnablement une différence de traitement dans la mise en oeuvre des poursuites disciplinaires à charge des membres du personnel de ces deux services de police.

Il appartient au Gouvernement et au Parlement d'apprécier si cette différence de traitement peut trouver,

(1) Conformément à la jurisprudence de la Cour d'arbitrage, l'existence d'une telle justification objective doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause, le principe d'égalité étant violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

(2) J. Leclercq, procureur général émérite, "Chronique judiciaire - En marge du rapport de la commission, les dysfonctionnements étaient inéluctables", J.T., 1997, p. 324.

néanmoins, une justification et s'il existe un rapport raisonnable de proportionnalité entre les règles envisagées et le but poursuivi.

3. La question se pose si l'intention est de déroger au principe des droits de la défense qui, en matière disciplinaire, est considéré, tant par la doctrine que par la jurisprudence, comme un principe général de droit (1) et que consacrent, dans la procédure disciplinaire ordinaire, les articles 24/27 et 24/28 de la loi précitée de 1973.

En ne faisant plus, comme c'est le cas actuellement, de référence explicite à ces articles, le texte en projet est, à cet égard, ambigu. Il doit être fondamentalement revu pour garantir explicitement l'exercice, par les intéressés, de leurs droits de défense.

4. Selon le commentaire des articles, l'article 24/24 de la loi précitée devra rester "entièrement applicable.

(1) Ergec R., "Le droit disciplinaire et les droits de l'homme", Rev. dr. U.L.B, 1991-4, pp. 43 et suivantes; Batselé D., "Le régime disciplinaire" in, "Précis de la fonction publique", Bruxelles, Bruylant, 1994, pp. 373 et suivantes; Andersen R., "La Convention européenne des droits de l'homme et le droit disciplinaire dans la fonction publique belge", Rev. trim. dr., numéro spécial consacré au droit disciplinaire, 1995, n° 22, pp. 240 et suivantes.

En vertu de cette disposition, lorsqu'une sanction disciplinaire visée à l'article 24/13, § 1er, 4° à 7°, est susceptible d'être infligée à un gendarme en tant qu'officier ou agent de police judiciaire, pour des faits qu'il aurait commis dans le cadre d'une mission de police judiciaire, l'avis conforme ou l'avis du Ministre de la Justice est requis.

Le texte en projet ne fait pas clairement apparaître l'intention exprimée dans le commentaire des articles, puisqu'il se borne à prévoir que la décision prise par le Ministre de l'Intérieur "est, le cas échéant, portée à la connaissance du Ministre de la Justice".

La disposition en projet doit être revue pour apporter la précision nécessaire.

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot het maken van de volgende opmerkingen.

Krachtens artikel 24/26, § 3, van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, kan de Minister van Binnenlandse Zaken, wegens welbepaalde feiten, - uit eigen beweging of op verzoek van de Minister van Justitie, wanneer die feiten rechtstreeks betrekking hebben op de uitvoering van een opdracht van gerechtelijke politie of van een andere opdracht waarvoor de rijkswacht onder het gezag staat van de Minister van Justitie -, de commandant van de rijkswacht bevelen om een tuchtprocedure in te stellen tegen een personeelslid; de voortzetting van de procedure wordt opgedragen aan de eenheidscommandant die moet beslissen of er al dan niet een vervolging wordt ingesteld, op grond van het voorafgaand onderzoek dat hij heeft ingesteld; indien hij besluit een vervolging in te stellen, verloopt de tuchtprocedure zoals bepaald in de artikelen 24/27 en 24/28 en leidt, in voorkomend geval, tot het opleggen door dezelfde eenheidscommandant van een van de straffen gesteld in artikel 24/13, § 1, 1^o en 2^o; indien de eenheidscommandant van oordeel is dat voor de feiten een zwaardere straf kan worden opgelegd, brengt hij de zaak voor de korpscommandant.

Het voorontwerp van wet strekt ertoe dit injunctierecht van de Minister van Binnenlandse Zaken te consolideren door er een beoordelingsbevoegdheid aan te verbinden

.../...

wat het gevolg betreft dat moet worden gegeven aan de tuchtvordering, en door het hem mogelijk te maken een van de tuchtstraffen op te leggen waarin artikel 24/13, § 1, 1^o tot 7^o, voorziet.

Bij het voorontwerp behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

1. Luidens de memorie van toelichting sluit de voorgenomen wijziging aan bij het "passend gevolg (dat moet) kunnen (worden) gegeven aan het (...) verslag van de parlementaire onderzoekscommissie naar de wijze waarop het onderzoek door de politie en gerecht werd gevoerd in de zaak Dutroux-Nihoul en consorten ...".

Het voorontwerp heeft dus een bijzondere context en kan een weerslag hebben op lopende tuchtprocedures.

Het zal dus tot gevolg hebben dat de wijze waarop die procedures moeten verlopen zal veranderen, en wel, luidens dezelfde memorie van toelichting, met als doel iets te doen aan het feit dat "de lichte straffen bij de rijks-wacht worden opgelegd door de eenheidscommandanten zodat de te voeren tuchtonderzoeken en de als gevolg ervan eventueel getroffen tuchtstraffen ontsnappen aan een ministeriële controle", door de Minister van Binnenlandse zaken de mogelijkheid te bieden "om zelf de geëigende tuchtstraf op te leggen en hiervoor dan ook de volle politieke verantwoordelijkheid op te nemen".

.../...

Het staat aan de wetgever te beoordelen of de basisregels die erop van toepassing zijn, om welomschreven redenen, te weten de voortgang van het parlementair onderzoek dat is ingesteld door de Kamer van volksvertegenwoordigers, in de loop zelf van de procedures moeten worden gewijzigd.

2. Er rijzen vragen omtrent de bestaanbaarheid van het voorontwerp met de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie, neergelegd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

De vraag rijst onder meer of de wetgever, voor één van de politiekorpsen - de rijkswacht -, een bijzondere tuchtprocedure mag instellen die andere regels bevat dan die welke van toepassing zijn op de andere korpsen.

Bij de voorbereiding van de wet van 24 juli 1992 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de rechtstoestanden van het personeel van het actief kader van de rijkswacht heeft de wetgever immers beklemtoond dat het nodig was het tuchtstatuut van de rijkswacht dichter te doen aansluiten bij dat van de andere politiediensten (1).

Gelet op de opdrachten van gerechtelijke politie die de politiekorpsen krachtens de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, en inzonderheid de rijkswacht (arti-

(1) Gedr. St. Senaat, zitt. 1990-1991, nr. 1428/1;
Gedr. St. Senaat, zitt. 1991-1992, nr. 333/1 tot 5.

kel 15 van die wet), op zich moeten nemen, ziet men zich bijgevolg genoodzaakt de tuchtregeling voor de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten te vergelijken met die voor de personeelsleden van de rijkswacht.

Die twee algemene politiediensten staan onder het gezag van de Minister van Justitie wanneer zij optreden in het kader van de gerechtelijke politie. Artikel 2, § 2, tweede lid, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht bepaalt immers het volgende :

"Zij staat evenwel onder het gezag van de Minister van Justitie, die haar de nodige algemene richtlijnen kan geven voor al wat betreft :

- 1° de uitvoering van de opdrachten van gerechtelijke politie, onverminderd de eigen bevoegdheden van de hoven van beroep, van de procureurs-generaal bij de hoven van beroep en van de auditeur-generaal bij het Militair Gerechtshof ...;".

Ofschoon de rijkswachters onder het gezag staan van de Minister van Justitie, blijven zij evenwel onder het toezicht van de Minister van Binnenlandse Zaken wanneer het de tuchtregeling betreft, zelfs indien de feiten waarvoor zij tuchtrechtelijk zouden kunnen worden vervolgd zouden begaan zijn in het kader van een opdracht van gerechtelijke politie. Daarom houden verscheidene bepalingen van het tuchtrechtelijk statuut van de rijkswachters rekening met die specificiteit door de Minister van Justitie de mogelijkheid te bieden op te treden in de tuchtprocedure, ofwel door de eenheidscommandant te vragen een aan de tuchtrechtelijke vervolging voorafgaand onderzoek in te stellen (arti-

.../...

kel 24/26, § 2, eerste lid), ofwel door de Minister van Binnenlandse Zaken te verzoeken een tuchtrechtelijke vervolging te bevelen (artikel 24/26, § 3), of nog door zijn eensluidend advies of zijn advies te verstrekken wanneer er sprake van is sommige tuchtstraffen op te leggen aan rijkswachters met de hoedanigheid van officier of agent van gerechtelijke politie wegens feiten die rechtstreeks verband houden met het vervullen van een opdracht van gerechtelijke politie (artikel 24/24, § 2).

Gelet op het bovenstaande en bij de huidige stand van de wetgeving, heeft het injunctierecht van zowel de Minister van Binnenlandse Zaken als de Minister van Justitie alleen betrekking op het instellen van de tuchtprocedure.

De beslissing om een tuchtrechtelijke vervolging in te stellen wordt overgelaten aan de beoordeling van de hiërarchie van de rijkswacht.

Hetzelfde beginsel is van toepassing op de officieren en agenten van gerechtelijke politie; het koninklijk besluit van 3 april 1929 betreffende de gerechtelijke politie bij de parketten bepaalt immers dat de tuchtprocedure wordt ingesteld door de procureur-generaal of door de procureur des Konings, uit eigen beweging of op grond van een verslag dat hem wordt toegezonden door de officier-commissaris-generaal voor gerechtelijke opdrachten of door de officier belast met de operationele en functionele leiding van de brigade; hoofdstuk II van deze wet verleent de Minister van Justitie geen injunctierecht in tucht-

.../...

zaken (1); die Minister heeft dus niet de bevoegdheid om te oordelen over het gevolg dat dient te worden gegeven aan de vervolgingen.

De ontworpen wijziging strekt ertoe voor de rijkswacht die regels te wijzigen om aan het injunctierecht van de Minister van Binnenlandse Zaken voortaan een beoordelingsbevoegdheid te verbinden wat het gevolg betreft dat moet worden gegeven aan de tuchtrechtelijke vervolgingen.

Dit zou tot gevolg hebben dat de tuchtregeling die in dat opzicht van toepassing is op de rijkswachters grondig zou verschillen van de bestaande regeling voor de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten.

Rijkswachters en leden van de gerechtelijke politie bij de parketten kunnen echter samen opdrachten van gerechtelijke politie vervullen in dezelfde zaken, onder het gezag van dezelfde minister, men kan hun dezelfde tekortkomingen aanwrijven bij het afwerken van dezelfde opdrachten, doch zij kunnen tuchtrechtelijk worden vervolgd in andere omstandigheden; het is zelfs mogelijk dat de enen wel en de anderen niet worden vervolgd.

(1) De Minister van Justitie beschikt over bepaalde middelen om de tuchtrechtelijke vervolging van rijkswachters op gang te brengen, doch heeft die middelen niet voor de agenten en officieren van gerechtelijke politie bij de parketten.

Kan zulke een ongelijke behandeling objectief en redelijk worden gerechtvaardigd ? (1)

De rijkswacht is sedert de demilitarisering ervan en sedert de inwerkingtreding van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, een algemene politiedienst die, zoals de gerechtelijke politie bij de parketten, opdrachten van gerechtelijke politie vervult (2). De rijkswacht heeft een soortgelijk statuut als dat van de gerechtelijke politie bij de parketten. De organisatie ervan wordt, zoals voor de gerechtelijke politie bij de parketten, onder meer gekenmerkt door verhoudingen van het hiërarchische type.

Op basis van die criteria lijkt het bijgevolg moeilijk een ongelijke behandeling bij het instellen van de tuchtrechtelijke vervolgingen ten laste van de personeelsleden van die twee politiediensten op een objectieve en redelijke wijze te rechtvaardigen.

Het komt de Regering en het Parlement toe te beoordelen of die ongelijke behandeling desalniettemin kan

-
- (1) Overeenkomstig de rechtspraak van het Arbitragehof moet het bestaan van een dergelijke objectieve verantwoording worden beoordeeld met inachtneming van het doel en de gevolgen van de bestreden maatregel alsmede van de aard van de in het geding zijnde beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat de aangewende middelen redelijkerwijze niet evenredig zijn met het beoogde doel.
- (2) J. Leclercq, emeritus procureur-generaal, "Chronique judiciaire - En marge du rapport de la commission, les dysfonctionnements étaient inéluctables", J.T., 1997, blz. 324.

.../...

worden gerechtvaardigd en of de voorgenomen regels redelijkerwijs evenredig zijn met het beoogde doel.

3. De vraag rijst of het in de bedoeling ligt af te wijken van het beginsel van de rechten van verdediging dat, in tuchtzaken, zowel door de rechtsleer als door de rechtspraak beschouwd wordt als een algemeen rechtsbeginsel (1) en dat, voor de gewone tuchtprocedure, besloten ligt in de artikelen 24/27 en 24/28 van de voormelde wet van 1973.

Doordat de ontworpen tekst niet meer, zoals thans het geval is, uitdrukkelijk verwijst naar die artikelen, is hij in dat opzicht dubbelzinnig. Hij moet grondig worden herzien opdat de uitoefening door de betrokkenen van hun rechten van verdediging uitdrukkelijk wordt gewaarborgd.

4. Luidens de bespreking van de artikelen zal artikel 24/24 van de voormelde wet "integraal van toepassing" blijven.

(1) Ergec R. , " Le droit disciplinaire et les droits de l'homme", Rev. dr. U.L.B., 1991-4, blz. 43 en volgende; Batselé D., "Le régime disciplinaire" in, "Précis de la fonction publique", Bruxelles, Bruylant, 1994, blz. 373 en volgende; Andersen R., "La Convention européenne des droits de l'homme et le droit disciplinaire dans la fonction publique belge", Rev. trim. dr., extra-nummer over het tuchtrecht, 1995, nr. 22, blz. 240 en volgende.

Krachtens deze bepaling is het eensluidend advies of het advies van de Minister van Justitie vereist wanneer er kans bestaat dat een tuchtstraf als bedoeld in artikel 24/13, § 1, 4º tot 7º, wordt opgelegd aan een rijkswachter in zijn hoedanigheid van officier of agent van gerechtelijke politie, wegens feiten die hij zou hebben begaan in het kader van een opdracht van gerechtelijke politie.

In de ontworpen tekst komt de bedoeling die in de bespreking van de artikelen wordt te kennen gegeven niet duidelijk tot uiting, aangezien hij zich ertoe beperkt te bepalen dat de beslissing genomen door de Minister van Binnenlandse Zaken "in voorkomend geval ter kennis (wordt) gebracht van de Minister van Justitie".

De ontworpen bepaling moet worden herzien om de nodige verduidelijkingen aan te brengen.

La chambre était composée de

Messieurs C.-L. CLOSSET,
de Heren

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

F. DELPEREE,

Madame M. PROOST,
Mevrouw

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme F. CARLIER, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseur de la
section de législation,
assessor van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. F. CARLIER, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET